

# CHAQUE JOUR SA PEINE

BRÈVES POLITIQUES & ESQUISSE D'UNE ATMOSPHERE FRANÇAISE DU MOIS PASSÉ

1ER MAI

Le jour du droit des travailleurs est, cette année, bien différent de tous les autres premiers mai connus jusqu'ici. E. Macron dans un post sur Twitter nous gratifie de leurs premiers mai « heureux et meilleurs ». Souvenons-nous pourtant qu'en 2017, le premier mai fut violemment réprimé. Cela n'a rien manifesté. Le 1er mai Benalla est filmé en train de frapper un manifestant ; en 2017, la manifestation est violente et déclarée par la police, le ministre de l'Intérieur en prétendant que des manifestants ont attaqué un hôpital à Paris (75) — Dans la nuit, un homme d'environ 30 ans meurt dans un commissariat, dans des circonstances inconnues.

2 MAI

Alors que le personnel soignant et l'ensemble des travailleurs mobilisés durant le confinement ont dû faire face à une pénurie de masques, tous apprennent que dès le lundi suivant, les supermarchés pourront commercialiser plusieurs millions de masques. Les prix ne seront pas encadrés.

6 MAI

Alors, dans un contexte d'état d'urgence sanitaire, le gouvernement avait autorisé les agents de sécurité asservis à effectuer des contrôles dans les transports, on apprend que tout « garde par un tiers » (il s'agit d'un agent de sécurité nommé par un propriétaire) sera désormais autorisé à effectuer des contrôles et distribuer des amendes — À Asnières (92), un homme se fait contrôler. Sur une vidéo d'un témoin, on peut apercevoir des policiers jeter ses affaires au sol (son téléphone portable) puis le frapper lorsqu'il s'en plaint.

14 MAI

Pour la première fois depuis la fin du confinement, les personnels soignants de l'hôpital Robert Debré à Paris (75) ont manifesté devant l'établissement pour protester contre la sécheresse sociale et le manque de moyens des services de santé publique — Le code de la loi Avia, très critiquée, est votée par l'Assemblée nationale. Le Conseil national du numérique, la Commission nationale consultative des droits de l'homme ou encore La Quadrature du Net accusent cette loi de faire obstacle à la liberté d'expression. L'accès à Internet et la remise des pouvoirs à des particuliers privés pour mener à l'interdiction de contenus par ailleurs illégaux sur internet. En outre, le juge, et donc des libertés individuelles, apparaît pratiquement absent dans le texte de la loi.

15 MAI

En visite à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris, 75) E. Macron a été vivement interpellé par plusieurs soignants sur la fameuse remise de médailles ainsi que sur la « prime Covid ». Agacé, il leur répond « si vous ne la voulez pas (la médaille) vous ne la prenez pas » — La région Auvergne-Rhône-Alpes présidée par L.Wauquiez a dépensé plus de quatre vingt dix mille euros en publicité sur Facebook durant le confinement. À titre de comparaison, l'Occitanie a dépensé deux mille sept cents euros, la Nouvelle-Aquitaine cinq mille sept cents, le Grand-Est huit mille euros.

31 MAI

Lors d'un contrôle de police (Paris), un policier de la BRAV (Brigade de Répression de l'Action Violente) éternue et d'indifférence d'un gilet jaune ayant de la lèvre. Le policier ne porte pas de masque, ne pratique aucun geste barrière, il semble même amusé. Révolté par cette provocation, l'individu contrôlé se fait violemment secouer par un autre policier qui lui parlera de « manque de respect ».

MAI 2020

8 MAI

Dans la nuit du 8 au 9 mai, plusieurs amendements ont été votés parmi lesquels : la prolongation de l'état d'urgence sanitaire ; le refus de la gratuité des masques ; une meilleure rémunération pour les médecins qui collectent les données sur les patient·exs atteints du COVID-19, ce qui est contraire au serment d'Hippocrate.

20 MAI

« Vous serez fusillés » tagué sur les murs de la mosquée de Cholet.

22 MAI

Report du procès de Bagui Traoré, emprisonné depuis 4 ans, depuis la mort de son frère Adama Traoré. Il passe aux assises en novembre, soixante gendarmes portent plainte, ils l'accusent d'avoir tiré à l'arme à feu le soir des révoltes suite à la mort de son frère — La préfecture de Martinique (97) illustre la distanciation sociale en mètre-ananas. Deux statues de Victor Schoelcher détruites par des manifestants en Martinique le jour de la commémoration du clavage. Des élus ainsi que E. Macron s'insurgent face à cet « acte de colonialisme ». Les militanz décolonial rappellent que V.Schoelcher soutient l'abolition de l'esclavage car il y avait été opprimé. Le peuple martiniquais n'a pas ce modèle n'était plus viable économiquement. Négrrophobe et colonialiste, il avait même signé un décret donnant droit aux esclavagistes de garder les richesses et les terres qu'ils avaient volées.

23 MAI

La préfecture de police de Paris (75) se félicite publiquement (sur Twitter) d'avoir verbalisé seize personnes qui se tenaient devant le Tribunal de Grande Instance de Paris (les rassemblements de plus de dix personnes étant interdits). Parmi eux, une avocate et des proches de ses clients déférés dans la matinée — « Il y a des milliers de personnes qui ne se sentent pas en sécurité face à un flic et j'en fais partie » Camelia Jordana, sur le plateau d'Or Est Pas Coucou. Les policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ont interpellé ce mardi matin un homme de 36 ans à Limoges soupçonné d'un projet d'action violente contre un lieu juif.

16 MAI

Révolte populaire à Argenteuil (95) après le décès de Sabri. Le conseil d'État reconnaît par ordonnance l'ilégalité de tout drone qui volent suffisamment bas et étant équipé d'une caméra, permet à la police de déterminer des individus, que ce soit par leur habits ou un signe distinctif — Des femmes diapart sur le harcèlement et les violences sexuelles que subissent les femmes, aggravées par la forte hiérarchie, la précarité, ainsi que leur jeune âge. Le tout dans un contexte d'impunité, d'indifférence voire d'indulgence.

24 MAI

À C.Jordan qui déclarait que l'indignation face au racisme de la police était légitime, C.Castaner, ministre de l'intérieur, répondait sur twitter en parlant de « propos mensongers et haineux ».

26 MAI

Présentation de loi visant à interdire la diffusion (...) de l'image de policiers de police non en uniforme, policiers municipaux ou douaniers « sous peine d'une quinzaine de mille euros d'amende et un an d'emprisonnement — Ils sont plâtrés au sol, ont mis un genou sur ma tête, un genou sur mes épaules, ils m'ont mis les menottes. La femme qui est blonde tient ses cheveux pendant qu'un autre barbu, assez gros, me donnait des coups de bottes dans la tête » — Un homme de 14 ans tabassé par la police de Bondy prescrit trente jours d'ITT (Bondy, 93). Il souffre d'une fracture de l'os de l'orbite et à trois dents cassées. Il pourrait perdre son œil.

29 MAI

Après que l'assassinat de George Floyd par un agent de police à Minneapolis (Etats-Unis) suscite une indignation internationale, des policiers français en plein Paris s'agenouillent eux aussi sur la nuque d'une personne déjà neutralisée car menottée et au sol. Les plaquages ventraux et autres techniques barbares et meurtrières sont courantes.

31 MAI

Alors que des émeutes historiques ont lieu depuis plusieurs jours dans de nombreuses villes étaunies que D.Trump se terre dans son Bunker sous terrain, en France, les journaux télévisés de 20h choisissent de ne pratiquement pas en parler — Le syndicat Unité SGP Police FO dépose plainte contre Camélia Jordana (TF1) qui utilise le terme raciste de « bette » en description d'un épisode de Josphine Kinghorn.

TESES SÉLECTIONNÉES PAR LE GROUPE ANTIFASCISTE LYON ET ENVIRONS > GUSTAVIO – CONCEPTION ET IMPRESSIONS > BURN-AOÛT

IMPRIMÉ EN 300 EXEMPLAIRES MENSUELLEMENT – DISPONIBLE À PRIX LIBRE  
**CHAQUE JOUR SA PEINE**

La G.A.L.E : <https://groupeantifascistelyonenvirons.com> GUSTAVIO : (instagram) [gustavio\\_\\_](https://www.instagram.com/gustavio__/) BURN-AOÛT : <https://editionsburnaout.fr>